« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS » (Karl MARX)

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 17 décembre 2018

Leur peur bleue du jaune

Il faut croire que c'est franchement la panique, au gouvernement, pour qu'il ait instauré samedi dernier un véritable état de siège à Paris comme dans bien des villes des régions. Pour décourager de manifester, en effet, le gouvernement n'y a pas été de main morte : hélicoptères au-dessus de Paris, blindés de la gendarmerie, une bonne cinquantaine de stations de métro et deux lignes de RER fermées. Mais surtout de nombreux barrages aux entrées de Paris, contrôlant l'arrivée des Gilets Jaunes venus de régions, et des fouilles au corps contre les murs pour ceux qui sortaient des grandes gares. À quand l'interdiction du gilet jaune, à l'exemple du dictateur al-Sissi en Egypte ?

Même pas peur !

Le gouvernement relayé par les médias a parlé de « reflux » du mouvement des Gilets Jaunes. Qu'ils ne se réjouissent pas trop vite. On est loin du reflux. Comme le scandaient des Gilets Jaunes à Avignon, simple exemple, *« Macron nous fait la guerre, et sa police aussi, mais nous on reste déter'… »*. Ce qui est sûr, c'est que ses annonces n'ont convaincu personne. Et les réveillons sur les ronds-points s'annoncent bien chauds, en préparant la suite des mobilisations pour janvier. Sans parler des manifestations de la jeunesse, dans les lycées comme dans les universités.

Des mesures pour les salariés qui ne coûteront rien au patronat

Macron l'a répété : sa prime pour les salariés payés au SMIC ne coûtera rien au patronat, puisque c'est la Caisse d'allocations familiales qui paiera ! Pas question de revenir à l'ISF et il n'a même pas évoqué le CICE, qui exonère de 20 milliards d'euros par an les grands patrons français, mais qui n'a créé aucun emploi. Les patrons ne sont donc obligés à rien : les primes de Noël, ce sera seulement pour ceux comme Total et Orange, en mal de publicité… même mensongère. Personne n'est dupe.

Non à la RICupération !

Et revoilà tous ceux qui voudraient se servir de l'éteignoir électoral, en visant les prochaines élections et en agitant le nouveau leurre du Référendum d'initiative citoyenne (RIC). C'est ce que tentent certains, de Mélenchon à Le Pen, en passant par les nombreux individus qui s'autoproclament « représentants des Gilets Jaunes » ! D'autres parlent de Référendum d'initiative partagée et tentent de nous le vendre comme une formule magique, comme si on pouvait faire reculer Macron et le patronat par des bouts de papier.

Mais il y a un hic avec le RIC : s'il se concrétisait, il ne servirait qu'à renvoyer aux calendes grecques la réalisation des véritables revendications des Gilets Jaunes, c'est-à-dire toutes nos revendications, celles de l'ensemble des salariés ! Car ce que nous voulons ce sont des hausses de salaires, la fin de la hausse des prix et des loyers abordables… tout ce qui concerne la justice sociale. Et nous le voulons maintenant !

Édouard Philippe se jette sur l'éteignoir

Le gouvernement, quant à lui, par la voix d'Édouard Philippe, tend la main à ce fichu exutoire du référendum, en espérant y trouver une porte de sortie. Il promet *« l'ouverture d'un débat sur le référendum d'initiative citoyenne »*, après avoir fait hypocritement son *mea culpa* (*« Nous n'avons pas assez écouté les Français… »*) Après l'escroquerie de la fausse annonce de l'augmentation du SMIC (dont le taux horaire ne change pas), voilà une fois de plus l'arnaque du bulletin de vote, via le référendum. Et dans le même temps, Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, brandit la menace d'évacuer par la force cette semaine tous les ronds-points. La carotte d'un côté, le bâton de l'autre.

Mais ce n'est qu'un début…

Macron et le patronat espèrent s'en tirer à bon compte. Mais les Gilets Jaunes auraient bien tort de placer leur confiance dans un quelconque référendum. Par leur détermination, ils ont montré à tout le monde du travail que la voie de la confrontation faisait trembler le gouvernement.

C'est cette voie-là que nous devrons poursuivre. En nous joignant massivement à leurs côtés, dans les entreprises comme sur les ronds-points, en nous organisant tous à la base, en nous coordonnant sur le terrain, en unissant activement nos colères, jusqu'aux grèves contagieuses et massives, jusqu'à constituer un véritable contre-pouvoir.

Unis, on peut y arriver

Depuis quelques semaines, environ 700 salariés se sont réunis pendant les temps de pause pour discuter et revendiquer un meilleur salaire. Plusieurs débrayages impliquant jusqu'à 90 salariés d'une même équipe ont eu lieu. L'idée qu'il va falloir s'organiser et faire une grève pour une vraie augmentation du salaire de base fait son chemin. Les Gilets Jaunes avec persévérance ont commencé à faire reculer le gouvernement qui paraissait tout-puissant au départ.

Nous, dans l'usine, nous pouvons tout autant faire plier les actionnaires de PSA.

Pas touche aux riches

Le gouvernement promet à partir du 5 février une augmentation de 100 € avec une prime d'activité pour environ 5 millions de salariés. Mieux que rien ? Mais beaucoup, notamment à PSA, ne sont pas concernés.

Et en plus pour financer cette prime versée par la caisse allocation familiale, le patronat (surtout des entreprises multimilliardaires comme PSA) ne débourseront pas un centime, ce sont nos impôts qui vont payer ça. Prendre aux milieux populaires pour redonner un peu aux plus pauvres des mêmes milieux populaires, c'est ça la politique de Macron. Les riches et les grands patrons, on n'y touche pas.

Tour de passe-passe

Sur la prime défiscalisée jusqu'à 1000 € évoquée par Macron, la direction de PSA a déjà expliqué qu'elle traitera la question en janvier et non en décembre, et qu'elle versait déjà un supplément d'intéressement. Le chiffre d'affaires de PSA c'est 54 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2018, en progression de 29 % comparé à la même période en 2017. En 6 mois PSA a fait 1,7 milliards de profits. Redistribuer ce fric de dingue que les actionnaires ont amassé, ce n'est pas à l'ordre du jour pour eux.

Cette prime, ça sent l'arnaque à plein nez : PSA va-t-il bloquer nos salaires ou baisser les primes de participation et d'intéressement pour la verser en payant moins d'impôts ? Soyons sûrs d'une chose : ce qu'on obtiendra de PSA, il faudra lui arracher !

Renault promet la prime Gilets jaunes

Dans un communiqué du 14 décembre, la direction de Renault annonce que *« pour faire suite aux mesures annoncées par le président de la République le 10 décembre »*, elle serait *« favorable à l'attribution d'une prime exceptionnelle de fin d'année, nette d'impôts et de charges »*. Elle n'en précise ni les critères et la date d'attribution, ni son montant, se disant en attente d'un cadre législatif.

Une prime qui ne l'exonère pas d'augmenter les salaires. Les bénéficiaires pourront surtout en remercier les Gilets jaunes et tous les salariés Renault et prestataires qui ont participé à ce mouvement.

Forçons-les à augmenter le salaire de base !

Depuis les annonces Macron, les grands patrons se ruent sur la possibilité de défiscaliser les primes exceptionnelles. Parmi les grands groupes, il y a ceux qui annoncent : Total, Michelin, Orange, Publicis, la RATP, la SNCF, Solvay, Altice… avec des montants variables allant de 1 500 € (Total) à 200 € ; et puis il y a ceux qui promettent : LVMH, Renault, Airbus, Auchan, Coca-Cola, Leroy-Merlin, ou Servier… Les salariés de PME, eux, ne toucheront rien.

Pour ne pas payer leurs impôts, les grands patrons sont toujours enthousiastes. Mais puisqu'ils ont autant de fric, ils peuvent aussi augmenter le salaire de base.

C'est fini les caprices !

Au dernier CE exceptionnel de vendredi, la direction a annoncé l'annulation de la séance de dimanche dernier. On a pu souffler. Par contre pas un mot sur le samedi 22 décembre travaillé pour l'équipe 22. La direction continue sa provocation, on a autre chose à faire que venir le 1er jour des vacances. Mettons nous tous en grève ce samedi-là, ça la calmera !

Quand la direction se prend pour le Père noël

La direction a fait distribuer le même goûter que l'année dernière : les 2 petits bonhommes (à consommer en moins de 24 heures, sinon attention à vos dents), le gâteau au chocolat pas cuit, et la brique de jus pour les constipés. Pour la générosité de PSA, on savait à quoi s'attendre : ces « cadeaux » n'ont donc pas été une surprise.

Convergence des cortèges et des colères !

Samedi dernier à Toulouse, 4 500 personnes ont défilé et les colères se sont retrouvées. Le matin les gilets jaunes avaient organisé trois actions de blocages aux entrées de la ville. La préfecture avait, de nouveau, coupé le métro le midi pour les empêcher de rejoindre le centre-ville. Ça ne les a pas arrêtés, c'est à pieds qu'ils sont arrivés dans un centre quadrillé de policiers. Les syndicats CGT et SUD eux aussi manifestaient et les cortèges ont fusionné aux cris de *« Étudiants, lycéens, chômeurs et salariés, c'est tous ensemble qu'on va gagner ! »*

Ford Blanquefort : non à la fermeture !

Alors qu'il a fait 7 milliards de dollars de profits en 2017 et qu'il a largement profité, pendant des années, des millions d'aides publiques notamment à travers le CICE, le constructeur automobile Ford vient de rejeter le plan de reprise de son usine à Blanquefort et annonce sa fermeture définitive en 2019. Ce sont 850 emplois directs et 3 000 autres induits qui seraient détruits au nom des profits.

Mobilisés depuis plusieurs années déjà, les salariés n'ont pas l'intention d'en rester là et d'accepter ce sort. Ils comptent bien continuer à se battre pour maintenir les emplois et faire payer Ford.